

**Encore une fois, l'actualité récente montre à quel point il est difficile d'être policier.**

Parce que représentants de l'Etat et de ses pouvoirs régaliens, seuls remparts contre ceux qui voudraient faire tomber la République, les policiers subissent un déferlement de haine et sont attaqués de toute part, au sens propre comme au figuré.

Alors qu'ils demandent la protection de l'Etat face à des débordements sur les réseaux sociaux qui les visent personnellement, en s'attaquant également à leur famille,

**Parce qu'ils craignent pour les leurs, alors qu'ils ont déjà été meurtris dans leur chair par des attaques terroristes, par des interventions du quotidien où ils sont brûlés, lynchés, écrasés ou abattus.**

**Parce qu'ils sont en première ligne dans la lutte contre les extrémismes,**

**Parce qu'ils n'ont de cesse de lutter contre une criminalité et une délinquance exponentielles, dont les auteurs repoussent sans cesse les limites dans leur contestation de notre droit et de la force légitime par une violence inouïe,**



**Parce qu'il y a de plus en plus de policiers blessés en opération, y compris lors d'interventions banales, dans un contexte global d'ensauvagement et de contestation de l'autorité.**

**Dénoncer l'article 24 de la loi sécurité est criminel, au mieux une méconnaissance totale du texte, et plus certainement, une opération de déstabilisation politique qui impacte au premier chef les forces de l'ordre, dans toutes ses individualités.**

**Il n'y est nullement question d'interdire de filmer, mais seulement de prévenir toute malveillance dans la diffusion des images. Prétendre le contraire relève d'une propagande nauséabonde.**

**Les policiers sont les premiers à demander à être filmés dans leurs interventions, à exiger du matériel performant qui permette de leur garantir une réelle transparence sur leurs actions.**

**Et maintenant, il serait question d'instrumentaliser des images d'une intervention policière violente, afin de laisser penser qu'il s'agit d'un phénomène systémique au sein de la Police Nationale.**

Au-delà de l'affaire elle-même, médiatisée à outrance, et pour laquelle notre organisation ne se permettra pas de porter de jugement sans connaître précisément le contexte de l'intervention, **SYNERGIE-OFFICIERS demande seulement que les 4 policiers en cause bénéficient a minima comme chaque citoyen de la présomption d'innocence et de la protection fonctionnelle.**

SYNERGIE-OFFICIERS demande à la Justice que la vérité soit faite.

**SYNERGIE-OFFICIERS regrette certainement le placement en détention de deux d'entre eux, malgré leurs états de service, l'absence d'antécédent judiciaire et l'évidence des garanties de représentation. La différence de traitement avec des criminels d'habitude qui bénéficient trop souvent d'une étonnante mansuétude ne peut qu'interroger.**

**SURTOUT, LES POLICIERS EN ONT ASSEZ DE L'AMALGAME, DE LA DÉFIANCE, DE LA HAINE, ET DE L'APPUI MÉDIATIQUE QUI EST OFFERT À LEURS DÉTRACTEURS PAR DE TROP NOMBREUX MÉDIAS.**

**Non, les factieux ne sont pas majoritaires en France, ils sont même ultra-minoritaires ! Ils profitent de toutes les failles ou faiblesses de notre Etat de droit pour déstabiliser la France et tous ceux qui la représentent.**



**PERSONNE N'IMAGINE À QUEL POINT IL EST SOUVENT DIFFICILE D'INTERVENIR SUR LA VOIE PUBLIQUE, PERSONNE N'IMAGINE À QUEL POINT LES POLICIERS SONT PARFOIS IMPUISSANTS, PERSONNE NE COMPREND LA VIOLENCE PSYCHOLOGIQUE ENCAISSÉE OU PHYSIQUE SUBIE AU QUOTIDIEN PAR LES FORCES DE L'ORDRE À L'OCCASION DE LEURS 3 MILLIONS D'INTERVENTIONS ANNUELLES.**

SYNERGIE-OFFICIERS sait que la majorité de nos concitoyens a confiance dans la Police pour assurer leur sécurité.

SYNERGIE-OFFICIERS, en tout cas, réaffirme toute sa fierté de représenter tous les policiers qui défendent les plus faibles, font respecter les lois et l'ordre public, en totale abnégation, avec un sens du service public exacerbé.

**SYNERGIE-OFFICIERS DÉNONCE LE CLIMAT INFECT QUI S'INSTALLE AVEC UNE MULTIPLICATION DES SITUATIONS QUASI INSURRECTIONNELLES ET DES POLICIERS QUI COMMENCENT À MANQUER DE RÉSILIENCE, ÉBRANLÉS DANS LEUR VOCATION ET DÉSABUSÉS DANS DES ENGAGEMENTS DÉNUÉS DE SENS.**

A terme le « police bashing », les persécutions et l'absence de soutien ne peuvent qu'accentuer un risque de désengagement.

**LA FRANCE EST LE PAYS DES DROITS DE L'HOMME, IL NE FAUDRAIT PAS QU'ELLE DEVIENNE LE PAYS DES DROITS DES INSURGÉS.**

Le Bureau National

